

Compte rendu de la réunion publique

de La Côte Saint-André, le 10 Janvier 2018

Objet : Demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle pour l'irrigation (OUGC 38)

Début : 18h30

Présents en tribune :

Pour la Chambre d'Agriculture de l'Isère : Mme Jury, chargée de mission gestion quantitative et OUGC. Le président de la Chambre d'Agriculture, M. Darlet est présent dans la salle.

Pour la Direction Départementale des Territoires de l'Isère (DDT 38) : Mme Godayer, Service Environnement, Responsable de l'unité prélèvements d'eau et contrôles

Commission d'enquête : Mme Barthe, M. Jammes.

Présentations préalables

Mme Barthe présente le cadre de l'enquête publique

Mme Jury présente le projet soumis à l'enquête. Cette présentation est jointe en annexe.

Intervention du public et réponses du maître d'ouvrage et/ou de l'administration :

- Mr Primat : quelle est la raison de la limitation à 50% du volume de renouvellement des nappes ?
- Réponses de Mmes Godayer et Jury : il s'agit de n'utiliser que 50 % de la fraction de renouvellement annuel de la nappe et ne pas entamer le socle de la nappe qui est à préserver. Cette valeur a été établie par les hydrogéologues et a été utilisée pour toutes les études EVP (Études de volumes Prélevables). Il s'agit d'une moyenne annuelle prise sur la période 2003-2014.
- Mr Gros : quels sont les usages autres qu'agricoles et comment est faite la répartition ?
- Réponses de Mmes Godayer et Jury : Les autres usages ont bien été quantifiés de façon à se partager la ressource disponible, dans la limite des 50 % de la fraction de renouvellement annuel de la nappe.
- Mr Robin-Brosse : d'après un spécialiste de la nappe Bièvre, sur 800 mm de pluies annuelles, 300 mm iraient à la nappe (pluie efficace), alors que les prélèvements seraient inférieurs à 200 mm. De plus les prélèvements agricoles seraient inférieurs à ceux de la pisciculture. Question renvoyée au débat après présentation suivante.

Présentation de Mme Godayer

Mme Godayer (DDT 38) présente le cadre juridique et précise que la mise en place de l'OUGC38 est prévue pour 10 ans, avec un bilan à mi-parcours (5 ans).

- Mr Gros : le volume individuel attribué à l'année fait-il l'objet d'un bonus s'il n'est pas utilisé totalement ?
- Réponse de Mme Jury : non, il faut donc faire une demande d'attribution correspondant à une année sèche.
- Mr Bally : quand connaissons-nous les volumes attribués pour 2018 ?

- Réponse de Mme Godayer : si le déroulement de l'enquête permet de respecter les délais de remise du rapport par la commission d'enquête (NDLR : en principe un mois après la clôture de l'enquête ; tout dépend donc du volume de questions à traiter et des délais de réponse du maître d'ouvrage et des services de l'Etat pour permettre à la commission d'enquête de présenter son rapport dans les délais prévus). Le passage au CODERST (NDLR : Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, instance consultative) est prévu le 22/03 pour une attribution en avril.
- Mr Primat : un lissage pluriannuel est indispensable. Est-il prévu ?
- Réponse de Mme Jury : oui, sur 7 ans uniquement pour l'unité de gestion BLV. Une possibilité d'ajustement des volumes en cours de saison est à l'étude.
- Mr Primat : l'irrigation agricole est soumise à enquête publique. Quand cela sera-t-il le cas pour les autres usages (industriel ...) ?
- Réponse de Mme Godayer : les projets industriels sont eux aussi soumis à enquête publique , dans le cadre de la Loi sur l'Eau et pour les cas de projets soumis à évaluation environnementale, mais cela se fait dossier par dossier, et non collectivement comme pour l'OGC 38.
- Mr Primat : quel sera le lien avec les arrêtés sécheresse ?
- Réponse de Mme Jury : Il n'y a pas de modification par rapport à la situation actuelle, l'OGC 38 proposera un calendrier de pompage. Réponse de Mr Franck Doucet (ADI38) : D'après les hypothèses de l'étude d'impact, nous ne devrions être en sécheresse que 2 années sur 10.
- M. le Maire de la Côte Saint-André : quelles seront les conséquences concrètes pour les agriculteurs ?
- Réponse de Mmes Jury et Godayer : L'approche volumétrique induira un contrôle des volumes, et un changement de pratiques pour s'organiser dans le temps.
- Intervention de Mr Doucet (ADI 38) : Il s'agit d'un gros changement pour les irrigants. Les demandes de volumes à attribuer doivent être faites au plus juste, car les irrigants paieront sur ce qui leur sera attribué, pas sur le consommé. La contribution financière (NDLR, qui reviendra à l'OGC) sera de 50 € de frais fixes + 40 cts / 1000 m3 attribués, soit en moyenne 1 € / hectare (+ redevance Agence de l'Eau sur le consommé).
- M. le Maire de la Côte Saint-André : Quels sont les risques encourus en cas de dépassement ?
- Réponse de Mme Godayer : Les contrôles resteront faits par les services de l'Etat, avec sanctions si infractions.
- M. Bally : Pourquoi cette contribution porte-t-elle sur les volumes attribués ?
- Réponse de Mme Jury : 2 solutions étaient possibles : sur la surface irriguée, ou sur les volumes attribués (et pas sur les volumes consommés). Le choix a été fait des volumes attribués. Ce système est plus équitable que le système de tarification actuel qui prévoit le même coût d'autorisation pour tout le monde. La tarification proportionnelle permet de moins pénaliser les « petits » irrigants.
- M. Robin-Brosse : Y aura-t-il des pénalités en cas de dépassement individuel, même si le volume collectif au niveau du bassin n'est pas totalement consommé ? (il cite l'exemple des quotas laitiers, mais ne souhaite pas tomber dans une monétisation des quotas échangés)
- Réponse de Mme Godayer : Oui, l'arrêté préfectoral d'attribution sera individuel, donc des pénalités pourront s'appliquer à chaque cas de dépassement du volume individuel attribué.
- Mr Doucet : La stratégie pour les demandes d'attribution n'a pas fait l'objet d'une communication suffisante.
- Déclaration de M. Darlet, président de la Chambre d'Agriculture :

- La CA a choisi de prendre la responsabilité de l'OUGC 38 pour ne pas la laisser au privé,
- Quelle que soit la production, il y aura toujours plus de besoin d'eau,
- La consommation d'eau à l'hectare a diminué de 20 % à 30 % sur 20 ans, grâce aux efforts des irrigants.
- Conseil stratégique pour les demandes d'attribution : demander le maximum
- S'il y a des problèmes de ressources, ne pas se limiter et chercher d'autres ressources (exemple cité d'un projet de substitution de l'irrigation dans la nappe par un pompage dans le Rhône au niveau de l'île de la Platière)
- Demande d'équité entre industrie / agriculture / eau potable.
- Mr Primat : l'approche est trop théorique, il faut trouver un mix entre statistiques et relevés annuels.
- Réponse de Mmes Jury et Godayer : un lissage sur 7 ans est prévu en BLV. Si la recharge de la nappe est suffisamment importante, une augmentation du volume prélevé sera possible. Une modification du volume sera possible entre Janvier et Avril. Commentaire de Franck Doucet : L'optimum serait une attribution en Septembre.
- Mr Roudet : comment se passe la création d'un nouveau prélèvement ?
- Réponse de Mmes Jury et Godayer : quand cela est possible, + 20 % de volumes ont été prévus par rapport à la consommation maximum constatée, pour permettre l'entrée de nouveaux irrigants. Sur les gros bassins, les projets connus sont pris en compte pour l'évaluation des volumes prélevables (NDLR : intégrer les autres projets connus au moment du dépôt de la demande d'autorisation est obligatoire dans l'étude d'impact).
- Mr Gros : les volumes attribués à un agriculteur qui arrête son activité sont-ils transférés à celui qui reprend l'exploitation ?
- Réponse de Mmes Jury et Godayer : cela sera fait en fonction des demandes. Il n'y a donc pas de « droit d'eau » individuels à reporter d'une année sur l'autre.

Au terme de ces échanges, Mme Barthe remercie l'assistance et clôt la réunion à 20h30.